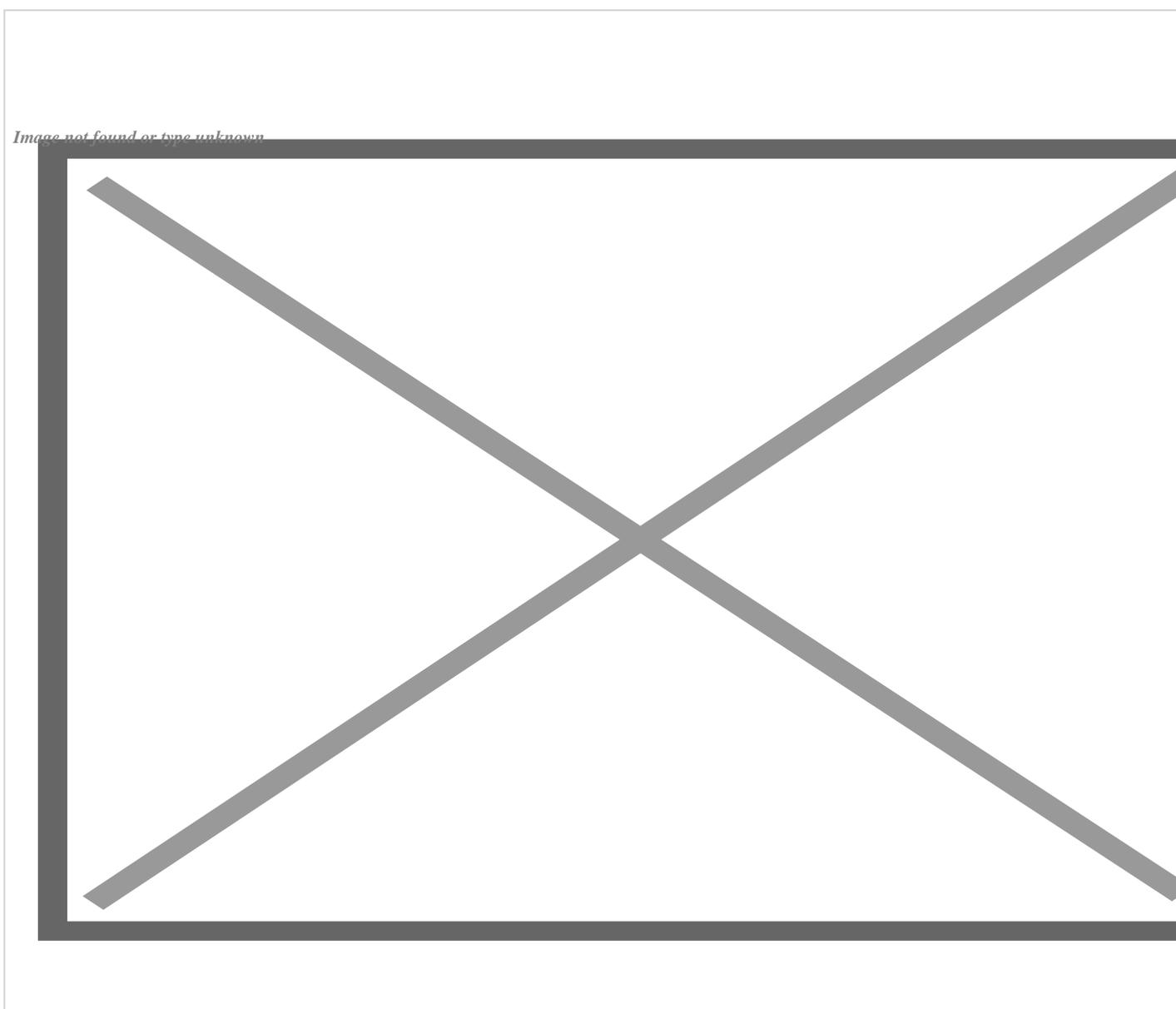


La coopération entre le Venezuela et l'ONU en matière de droits de l'homme est mise en évidence



Caracas, 1 juillet (RHC) La Fondation latino-américaine pour les droits de l'homme et le développement social (Fundalatin) a souligné les progrès de la coopération entre le Venezuela et le Bureau du Haut-

Commissaire aux droits de l'homme, Michelle Bachelet.

"Fundalatin souligne les avancées positives de la coopération technique entre le Venezuela et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Nous espérons que la personne qui assumera le rôle de Haut-Commissaire aux droits de l'homme à partir de septembre sera en mesure de poursuivre dans cette direction", a déclaré l'organisation sur son compte Twitter.

L'organisation a également demandé au Conseil des droits de l'homme des Nations unies d'éviter les mécanismes parallèles qui pourraient nuire au travail entre le bureau du Haut-Commissaire et l'État vénézuélien.

"Le Conseil devrait se concentrer sur le soutien du travail du Bureau et accroître sa portée et son efficacité", a fait remarquer Fundalatin, une organisation dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations unies.

Le Venezuela a réitéré cette semaine l'entière volonté du gouvernement bolivarien d'approfondir la coopération avec le Bureau du Haut Commissaire sur la base du respect mutuel.

Suite à la mise à jour du rapport sur la nation sud-américaine, l'ambassadeur vénézuélien au Conseil des droits de l'homme, Héctor Constant, s'est félicité du fait que le document reconnaisse les efforts et les progrès du pays dans ce domaine, notamment en matière d'administration de la justice.

Le diplomate a toutefois regretté la persistance d'une "matrice discursive douloureuse" dans le contenu du rapport, ainsi que les faibles références à l'impact des mesures coercitives unilatérales des États-Unis contre l'État vénézuélien.

À cet égard, Constant a rappelé que le Venezuela a été la cible de plus de 500 actions punitives et autres mesures criminelles visant à détruire l'économie et à déstabiliser le système démocratique du pays.

Il a ajouté que le Haut-Commissariat doit être un acteur clé pour condamner et exiger fermement l'arrêt définitif de l'imposition de mesures coercitives unilatérales qui portent atteinte aux droits de l'homme et au développement des peuples.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/292307-la-cooperation-entre-le-venezuela-et-lonu-en-matiere-de-droits-de-lhomme-est-mise-en-evidence>



Radio Habana Cuba